



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 639

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Jacqueline Fraysse, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mme Jacqueline Fraysse. Monsieur le Premier ministre, en un an, les prix à la consommation ont augmenté de 3,3 % selon le calcul de l'INSEE, voire de 3,7 % selon Eurostat.

Pourtant, le Gouvernement a annoncé hier que la revalorisation du SMIC au 1er juillet se limiterait à 0,9 % - soit huit centimes d'euros par heure - après celle de 2,3 % en juin. On reste en deçà du taux de l'inflation. Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi la dernière note de conjoncture de l'INSEE prévoit une baisse du pouvoir d'achat des ménages en 2008.

Face à cette situation, la réaction du Gouvernement est double. Il a d'abord tenté de casser le thermomètre en contestant les chiffres de l'INSEE. Ensuite, il va dépenser 4,33 millions d'euros dans une campagne de communication pour expliquer sa politique ou tenter de se rassurer.

M. Maxime Gremetz. Quel scandale !

Mme Jacqueline Fraysse. " Vous êtes impatients ", dites-vous ; croyez bien que les Français les plus modestes le sont plus encore.

Pourtant, depuis un an, le Gouvernement a multiplié les cadeaux aux plus riches. En ce sens, le " Président du pouvoir d'achat " a bien rempli ses promesses ; mais pour quelques-unes seulement, et notamment les patrons du CAC 40, qui ont vu leur rémunération augmenter de 52 % en un an. Ceux-là vous disent merci.

Merci pour le plafonnement de l'ISF et pour les 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux accordés en juillet dernier. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Merci pour les 32 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sociales patronales, dont même la Cour des comptes met en doute l'utilité.

Merci pour l'augmentation de 50 % des niches fiscales entre 2003 et 2008, malgré l'engagement de les réduire : c'est une perte annuelle de 73 milliards d'euros pour l'État.

Merci de la part des 150 contribuables parmi les plus riches qui n'ont payé aucun impôt et qui ont même obtenu, pour certains, une restitution de la part du Trésor public. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Patrick Roy. C'est scandaleux !

Mme Jacqueline Fraysse. Face à tant de prodigalité, on comprend mieux que la France soit " en faillite ", pour reprendre vos mots, monsieur le Premier ministre.

M. le président. Veuillez poser votre question, madame Fraysse.

Mme Jacqueline Fraysse. Cette politique, où le clientélisme le dispute à la démagogie, a un coût, en particulier pour les salariés les plus modestes auxquels vous refusez toute augmentation du SMIC au-delà d'une simple revalorisation, pour les malades (*Mme Fraysse continue de lire sa question alors que son micro est coupé*),...

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. Patrick Roy. Et de la baisse du pouvoir d'achat !

M. Luc Chatel, *secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement*.
Madame le député, que de démagogie et que de caricature dans vos propos ! *(Quelques applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Vives protestations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*
Oui, la priorité des Français, c'est le pouvoir d'achat et, depuis un an, le pouvoir d'achat est la priorité du Gouvernement.

M. Jérôme Lambert. Le pouvoir d'achat des riches !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Nous avons pris plus de trente mesures en la matière. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

Je rappelle que, pour répondre aux attentes, nous disposons de plusieurs leviers.

D'abord le travail puisque l'amélioration des salaires suppose qu'on puisse travailler davantage, ce que permet le dispositif des heures supplémentaires qui fonctionne depuis plus d'un an, et l'assouplissement des 35 heures adopté en Conseil des ministres la semaine dernière.

Le Gouvernement agit ensuite sur les prix grâce au projet de modernisation de l'économie *(Exclamations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche)* qui doit favoriser la concurrence au service des consommateurs...

M. Jérôme Lambert. Au service des grandes surfaces !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. ...pour réduire l'écart entre la France et les autres pays européens. *(Protestations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

Il s'agit en outre d'introduire plus de justice dans les rémunérations : un prochain texte permettra à davantage de nos concitoyens de bénéficier de l'intéressement et de la participation.

M. Bernard Roman. Mensonges !

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. Vous évoquez une campagne de communication pour présenter aux Français ces différentes mesures. *((Exclamations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)* Puisque 60 % des Français considèrent qu'ils sont mal informés, il est du devoir du Gouvernement de les tenir au courant des dispositions destinées à améliorer leur pouvoir d'achat,...

Mme Marylise Lebranchu. De combien ?

M. le secrétaire d'État chargé de l'industrie et de la consommation. ...de manière qu'ils puissent en bénéficier. *(Protestations sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine et du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

Vous le constatez, le Gouvernement est foncièrement mobilisé sur la question du pouvoir d'achat et il souhaite informer les Français des mesures susceptibles de les concerner davantage. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

Données clés

Auteur : [Mme Jacqueline Fraysse](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (4^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 639

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Industrie et consommation

Ministère attributaire : Industrie et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 juin 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 juin 2008